

vervangen door :

« Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs :

a) houder van een universitair diploma, van een diploma van architect of van een diploma van industrieel ingenieur, uitgereikt overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type of van een overeenkomstig voormelde wet met het diploma van industrieel ingenieur gelijkgesteld diploma : 475;

b) houder van andere bekwaamheidsbewijzen : 465. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1989.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 augustus 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

F. 89 — 2207

31 AOUT 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er, modifiée par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974 et par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986;

Vu la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long, modifiée par les arrêtés royaux n° 77 du 20 juillet 1982, 27 juillet 1982 et n° 460 du 17 septembre 1986;

Vu la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, modifiée par les arrêtés royaux n° 77 du 20 juillet 1982, 27 juillet 1982 et n° 460 du 17 septembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise, modifié par les arrêtés royaux des 9 mai 1975, 21 mai 1976, 31 mai 1976, 8 juillet 1976 et 18 avril 1977;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, tel que modifié;

Vu le protocole du 2 février 1988 contenant les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur X;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministère de l'Éducation et de la Recherche scientifique;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française en date du 27 juin 1989,

Arrêtons :

Article 1er. A l'article 2, chapitre A. — Du personnel des cours techniques supérieurs — de l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise modifié par l'arrêté royal du 18 avril 1977, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la rubrique « Directeur », la disposition « porteur d'un diplôme universitaire : 475 » est remplacée par la disposition suivante :

« porteur d'un diplôme universitaire, d'un diplôme d'architecte, d'un diplôme d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long ou d'un diplôme assimilé à celui d'ingénieur industriel conformément à la loi précitée : 475 »

2° dans la rubrique « Sous-directeur », la disposition du a) est remplacée par la disposition suivante :

« a) porteur d'un diplôme universitaire, d'un diplôme d'architecte, d'un diplôme d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long ou d'un diplôme assimilé à celui d'ingénieur industriel conformément à la loi précitée : 420 »;

3° dans la rubrique « Chargé de cours généraux », la disposition du a) est remplacée par la disposition suivante :

a) porteur d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, d'un diplôme d'architecte, d'un diplôme d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long ou d'un diplôme assimilé à celui d'ingénieur industriel conformément à la loi précitée : 1/20 de 422 »;

4° dans la rubrique « chargé de cours techniques », la disposition du a) est remplacée par la disposition suivante :

a) porteur d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, de licencié, de docteur, d'ingénieur civil, de pharmacien, d'architecte, d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long ou d'un diplôme assimilé à celui d'ingénieur industriel conformément à la loi précitée : 1/20 de 422 ».

Art. 2. A l'article 2, chapitre B — Du personnel des cours techniques et professionnels secondaires supérieurs — du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 21 mai 1976 et 16 avril 1977, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la rubrique « Directeur », la disposition « porteur d'un diplôme universitaire : 471 » est remplacée par la disposition suivante :

« porteur d'un diplôme universitaire, d'un diplôme d'architecte, d'un diplôme d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long ou d'un diplôme assimilé à celui d'ingénieur industriel conformément à la loi précitée : 471 »;

2° dans la rubrique « Sous-directeur », la disposition du a) est remplacée par la disposition suivante :

« a) porteur d'un diplôme universitaire, d'un diplôme d'architecte, d'un diplôme d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long ou d'un diplôme assimilé à celui d'ingénieur industriel conformément à la loi précitée : 422 »;

3° dans la rubrique « Chargé de cours généraux », la disposition du a) est remplacée par la disposition suivante :

« a) porteur d'un diplôme universitaire, d'un diplôme d'architecte, d'un diplôme d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long ou d'un diplôme assimilé à celui d'ingénieur industriel conformément à la loi précitée : 1/20 de 415 »;

4° dans la rubrique « Chargé de cours techniques », la disposition du a) est remplacée par la disposition suivante :

« a) porteur d'un diplôme universitaire, d'un diplôme d'architecte, d'un diplôme d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long ou d'un diplôme assimilé à celui d'ingénieur industriel conformément à la loi précitée : 1/20 de 415 »;

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1989.

Art. 4. Le Ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 août 1989.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,
Y. YLIEFF

N. 89 — 2207

31 AUGUSTUS 1989. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, inz. artikel één, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974 en bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1988;

Gelet op de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 77 van 20 juli 1982, van 27 juli 1982 en nr. 460 van 17 september 1988;

Gelet op de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 77 van 20 juli 1982, van 27 juli 1982 en nr. 460 van 17 september 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 mei 1975, 21 mei 1976, 31 mei 1976, 6 juli 1976 en 18 april 1977;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals gewijzigd;

Gelet op het protocol van 2 februari 1988 met de besluiten van de onderhandeling in sector X;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 27 juni 1989,

Besluiten :

Artikel 1. In artikel 2, hoofdstuk A — Personeel van de hogere technische leergangen — van het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 april 1977, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de rubriek « Directeur » wordt de bepaling « houder van een universitair diploma : 475 » vervangen door :

« houder van een universitair diploma, van een diploma van architect, van een diploma van industrieel ingenieur uitgereikt overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type of van een diploma, gelijkgesteld met het diploma van industrieel ingenieur, overeenkomstig voormelde wet : 475 »;

2° in de rubriek « Onderdirecteur » wordt de bepaling a) vervangen door :

« houder van een universitair diploma, van een diploma van architect, van een diploma van industrieel ingenieur uitgereikt overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type of van een diploma, gelijkgesteld met het diploma van industrieel ingenieur, overeenkomstig voormelde wet : 420 »;

3° in de rubriek « Lesgever algemene vakken » wordt de bepaling a) vervangen door :

« a) houder van een diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs, van een diploma van architect, van een diploma van industrieel ingenieur uitgereikt overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type of van een diploma, gelijkgesteld met het diploma van industrieel ingenieur, overeenkomstig voormelde wet : 1/20 van 422 ».

4° in de rubriek « Lesgever technische vakken » wordt de bepaling a) vervangen door :

« a) houder van een diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs, van licentiaat, doctor, burgerlijk ingenieur, apotheker, architect, van een diploma van industrieel ingenieur uitgereikt overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type of van een diploma, gelijkgesteld met het diploma van industrieel ingenieur, overeenkomstig voormelde wet : 1/20 van 422 ».

Art. 2. In artikel 2, hoofdstuk B — Personeel van de hogere secundaire technische en beroepsleergangen — van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 mei 1976 en 18 april 1977, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de rubriek « Directeur » wordt de bepaling « houder van een universitair diploma : 471 » vervangen door :

« houder van een universitair diploma, van een diploma van architect, van een diploma van industrieel ingenieur uitgereikt overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type of van een diploma, gelijkgesteld met het diploma van industrieel ingenieur, overeenkomstig voormelde wet : 471 ».

2° in de rubriek « Onderdirecteur » wordt de bepaling a) vervangen door :

« a) houder van een universitair diploma, van een diploma van architect, van een diploma van industrieel ingenieur uitgereikt overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type of van een diploma, gelijkgesteld met het diploma van industrieel ingenieur, overeenkomstig voormelde wet : 422 ».

3° in de rubriek « Lesgever algemene vakken » wordt de bepaling a) vervangen door :

« a) houder van een universitair diploma, van een diploma van architect, van een diploma van industrieel ingenieur uitgereikt overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type of van een diploma, gelijkgesteld met het diploma van industrieel ingenieur, overeenkomstig voormelde wet : 1/20 van 415 ».

4° in de rubriek « Lesgever technische vakken » wordt de bepaling a) vervangen door :

a) houder van een universitair diploma, van een diploma van architect, van een diploma van industrieel ingenieur uitgereikt overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type of van een diploma, gelijkgesteld met het diploma van industrieel ingenieur, overeenkomstig voormelde wet : 1/20 van 415 ».

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1989.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 augustus 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 89 — 2208

20 JUILLET 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon désignant des zones de protection des eaux de surface

L'Exécutif régional wallon,

Vu la directive du 8 décembre 1975, concernant la qualité des eaux de baignade (76/160/CEE);

Vu la directive du 6 juin 1975, concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les états membres (75/440/CEE);

Vu la directive du 18 juillet 1978, concernant la qualité des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être aptes à la vie des poissons (78/659/CEE);

Vu la directive du 16 juin 1975 telle que modifiée par la directive du 9 octobre 1979 relative aux méthodes de mesure et à la fréquence des échantillonnages et de l'analyse des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les États membres (79/869/CEE);

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et notamment l'article 3;

Vu l'arrêté royal du 17 février 1984 fixant les normes générales d'immission des eaux de baignade;